

# JOURNAL DE LA PRESSE

## POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PARIS DE L'ABONNEMENT  
Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 12 fr. — Six mois, 23 fr. — Un an, 50 fr.  
Noël, Pas-de-Calais, Somme, Aisne: Trois mois, 15 fr.  
La France et l'Étranger, les frais de poste en plus.  
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

REDACTION ET ADMINISTRATION  
17, RUE NEUVE, 17  
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :  
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.  
Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, place de la Bourse, 5, et rue d'Orléans, 34  
Bruxelles, à l'Office de Publications

ROUBAIX, LE 12 DÉCEMBRE 1884.

### ÉCHEC SUR ÉCHEC

Une note communiquée aux journaux par l'Agence Havas fait connaître la rupture définitive des pourparlers engagés entre la France et la Chine par l'intermédiaire de l'Angleterre. — Lord Granville avait déclaré à notre ambassadeur qu'il ne voyait, en présence de l'infatuation chinoise, aucun espoir d'aboutir à une solution acceptable. Nous n'avons jamais fondé grand espoir sur les négociations entamées, et nous ne pensions pas qu'aucune personne, douée de quelque sens, se soit fait d'illusions à cet égard. On n'impose, même par l'intermédiaire, la paix à un adversaire qu'après lui avoir porté des coups assez énergiques pour lui inspirer une salutaire terreur. C'est ce que notre gouvernement n'a su comprendre ou n'a voulu faire. Il a, au contraire, constamment essayé d'échapper les occasions d'en finir. Après Bac-Ninh notamment, il n'eût pas été malaisé d'achever de disperser l'armée chinoise. On a préféré haïer à Tien-Tsin, par l'intermédiaire d'un officier de marine plus homme de guerre que diplomate, un traité dont la suite des événements a démontré le peu de valeur. Ce traité, on n'a pas su le faire respecter. Une lamentable succession de fautes a porté à notre prestige en Orient un coup fatal. On a vu la France laisser aux prises avec des adversaires nombreux et bien armés, une pologne d'hommes dont la vaillance est supérieure à la fortune et que leur faiblesse numérique réduit à la défensive sur un territoire qu'ils devraient conquérir. La politique de représailles a donné lieu à des incidents qui ont mis en relief les hautes qualités de notre armée, mais n'a produit sur la Chine qu'une impression fugitive. — Quant à la politique que nous avons menée dans une situation si humiliante, sans rendre plus facile la solution du conflit.

Le résultat de tant de fautes, on le voit aujourd'hui. La Chine est plus arrogante que jamais parce qu'elle ne nous croit pas capables d'un effort vigoureux que des préoccupations électorales ont toujours empêché le cabinet d'ordonner. Son infatuation ne se borne pas à un refus de traiter. Si on en croit certaines rumeurs, ce qui reste de sa flotte prend la mer. Le dessein annoncé est de rompre le blocus de Formose, mais nous craignons que le véritable objectif de l'expédition soit différent. Les navires dont on signale le départ pourraient fort bien n'avoir de chinois que le pavillon qui les couvre, et au lieu d'essayer une lutte dangereuse pour eux avec nos marins devant Formose, il ne serait nullement impossible qu'ils méditassent d'attaquer les paquebots qui transportent nos renforts et qui ne sont pas suffisamment armés pour livrer un combat naval. Faudra-t-il que l'amiral Courbet détache pour le protéger quelques-uns des bâtiments qui croisent devant Formose et, dans ce cas, le blocus de l'île pourra-t-il être maintenu?

C'est ainsi qu'il n'est jour ou quelque incident nouveau ne vienne démontrer les conséquences des énormes fautes commises depuis les débuts de l'expédition et qui, toutes, procèdent de deux causes principales : l'incapacité du gouvernement qui ne lui a jamais permis d'élaborer un plan ou de tirer profit des circonstances, sa duplicité, qui l'a toujours empêché de dire la vérité au pays, par crainte des conséquences politiques que de tels aveux auraient pu entraîner. Ces causes n'ayant point disparu, il n'y a point d'espoir que les conséquences soient différentes pour l'avenir de ce qu'elles ont été dans le passé.

### NOUVELLES ALARMANTES

L'Intransigeant publie sous ce titre la note suivante :  
Nous pouvons affirmer que le ministère a reçu de l'Extrême-Orient des nouvelles extrêmement graves, dont il se gardera bien de donner communication à la Chambre, si certain qu'il soit de l'entière soumission de son objet majoritaire.  
Les derniers télégrammes de nos agents constatent que la Chine se prépare très activement à la guerre. Une maison anglaise de Tientsin a reçu de Li-Hung-Chang l'ordre d'acheter et de débarquer à Shanghai pour 2 millions 1/2 de taëls de pièces de campagne, de canons de siège et de torpilles. 500,000 taëls auraient été payés à valeur.  
D'autre part, un corps d'armée composé de 33,000 soldats d'élite, armés et organisés à l'européenne, se trouve présentement réuni auprès de Ché-Fou.  
Enfin, nous tenons de source très sûre que le ministère a reçu la confirmation d'un bruit fort accablant, depuis quelques jours, à Londres, et qui a été signalé simultanément à plusieurs importantes maisons de commerce de la Cité par les correspondants qu'elles entretiennent dans les ports chinois.  
Le gouvernement français aurait donc été averti que les principaux navires cuirassés achetés par la Chine en Angleterre et en Alle-

magne ont quitté leurs mouillages, sous prétexte d'aller forcer le blocus de Formose, mais en réalité pour courir au devant des paquebots nolisés par le gouvernement français et qui transportent au Tonkin les renforts parisiens ces jours derniers.  
Ces steamers, qui, du reste, ne sont construits ni pour recevoir de l'artillerie, ni pour soutenir le feu de l'ennemi, auraient dû être protégés par des navires de guerre. Mais comme presque tous nos bâtiments armés sont dans les mers de Chine ou sur la côte de Madagascar, on a commis l'énorme faute de laisser partir les transports sans un seul convoyeur.  
Si donc la flotte chinoise, qui est commandée par des officiers américains et allemands, rencontre les paquebots chargés de troupes françaises, il est à craindre que ceux-ci ne soient coulés par les canons Krupp, sans qu'ils puissent même opposer la moindre résistance un peu sérieuse.  
L'amiral Courbet, avisé du danger que court notre flottille de transport, aurait répondu qu'étant dans la nécessité de faire respecter le blocus de Formose, il lui était impossible d'aller à la rencontre des cuirassés chinois.  
Et c'est au moment où le ministère reçoit ces nouvelles alarmantes, que son principal organe s'écrit avec une fanfaronnade qui serait risible, si la situation n'était pas aussi grave :  
Il faut donc éradiquer les Chinois !

Il est comédien de paroles phrases dans un bureau confortable de la rue de la Chaussée-d'Antin ; mais il est infiniment moins simple de réaliser ces fanfaronnes opportunistes. Avant de songer à éradiquer les Chinois, il serait urgent d'empêcher que les bâtiments qui transportent nos soldats à trois mille lieues de nos côtes ne soient broyés par les obus que l'Allemagne s'est empressée de fournir à la Chine.

### LE BUDGET DES CULTES

Cette comédie annuelle du budget des cultes, rogné graduellement de façon à étrangler tout doucement la religion, indigné même les républicains indépendants non croyants. M. Jean Passerat écrit dans la Ligue de M. Andrieux :  
Le pays comprendra difficilement l'attitude de la majorité et du gouvernement dans cette question du budget des cultes. Si on se rappelle que le Concordat est un contrat utile et valable, si elle croit que le budget des cultes est un service à l'État, que les prêtres sont nécessaires au maintien du niveau moral du pays, pourquoi rogne-t-elle avec ce fer terrible les appointements des agents du culte et leur traitement ? Le reste au bout d'un siècle !  
Si elle croit, au contraire, que le Concordat est un traité caduc, que la séparation de l'Église et de l'État impose, que les prêtres sont les microbes du fameux « cancer du catholicisme » dont parle tout un des prophètes infatigables de l'Union républicaine, pourquoi maintenant-elle au pouvoir un gouvernement qui ne veut pas entendre parler de la séparation du Concordat ?  
Le dilemme est irréfragable. Mais il s'agit bien de logique. M. Jean Passerat ajoute que tout le secret de la comédie est qu'elle majorité ne croit rien, sinon qu'elle désire être réduite. C'est dans ce but qu'elle joue le double jeu, qu'elle traicasse les catholiques pour plaire aux anticléricals et qu'elle maintient le budget des cultes pour ne pas se brouiller avec le pape. La majorité veut tout simplement la ruine de l'Église, seulement, elle le veut lent, croyant qu'ainsi elle sera plus sûre.  
Heureusement, l'Église en a vu bien d'autres, et la majorité n'est pas plus forte — si nous osons nous exprimer ainsi — que Julien l'Apostat, Luther et les hommes de 93.

### M. DE BISMARCK ET NAPOLEON III

Sous peu de jours doit paraître un quatrième volume contenant la suite de la correspondance diplomatique de M. de Bismarck, dont M. Poschinger a entrepris la publication. Le volume qui est annoncé a pour titre : *La Prusse et la Diète germanique*. Il contient 133 lettres et rapports confidentiels adressés de Francfort, de 1858 à 1859, par M. de Bismarck au baron de Manteuffel, alors premier ministre en Prusse.  
Parmi les pièces les plus remarquables de ce volume, on trouve une lettre adressée en 1857 par M. de Bismarck au général de Gerlach, confident intime du roi Frédéric-Guillaume IV. L'homme que sa destinée devait appeler un peu plus tard à renverser le second Empire français, expose les puissants motifs qui, selon lui, doivent engager la Prusse à se concilier l'amitié de Napoléon III, idéé que le roi, dans sa haine de la Révolution, repoussait avec persistance.  
Voici cette lettre, que publie le *Moniteur universel* :

Le principal motif, écrit M. de Bismarck, qui chez nous s'oppose à une entente avec la France, c'est qu'on pour l'empereur Napoléon pour le principal représentant de la révolution et qu'on n'admet pas la possibilité d'un compromis avec la révolution, pas plus dans les questions intérieures que dans la politique extérieure. Mais quant à cette dernière, les motifs sont beaucoup trop solus, et de plus il est inexact que la révolution soit persécutée par l'empereur Napoléon.  
Il est vrai que l'origine de son pouvoir n'est pas conforme à la légitimité, mais il en est de même des souverains d'Espagne, du Portugal, du Brésil, de Belgique, de Hollande, de Grèce, de Suède, de toutes les républiques d'Amérique et même de l'Angleterre, dont le droit public est basé sur la révolution de 1688.  
Il y a plus : une bonne partie des possessions des princes allemands actuels est le fruit de l'usurpation.  
L'inaltérabilité des princes doit céder devant les exigences de la pratique. Quant aux pays qui nous venons de citer, la prescription a effacé le vice d'origine des gouvernements qui y fonctionnent actuellement. Mais même avant d'avoir acquis ce bénéfice de la prescription, Cromwell était appelé à non frêre par les souverains européens qui recherchaient son amitié quand elle pouvait leur être profitable. Les prédecesseurs de Sa Majesté ont été dans les meilleurs rapports avec Guillaume d'Orange après qu'il eut détrôné les Stuarts, et ce n'est pas un hasard de circonstances qu'un descendant de Bernadotte n'a pas épousé une princesse de Prusse.

Donc, pourquoi tenir particulièrement rigueur à Napoléon III l'origine révolutionnaire de son pouvoir ! Il n'est pas de force princière, il est vrai, mais les Bernadotte ne le sont pas. Ce ne sont pas les Bernadotte qui ont provoqué la révolution française ; les mouvements de boulevardement de 1830 et de 1848 ne peuvent pas leur être imputés. Au fond, ce qu'on appelle la Révolution remonte plus haut que la France de 1789 : son origine première est au Angleterre, ou même en Allemagne, d'où est partie la force.  
Le bonapartisme est une conséquence, mais non la cause de la révolution. Napoléon l'a exploitée ; il a cherché à la mater. S'il n'a fait contre l'Allemagne des guerres injustes, il ne faut pas lui reprocher comme un crime politique d'avoir été le seul à se rendre coupable. Les souverains les plus légitimes ne se sont pas fait faute d'entreprendre des guerres de conquête, et cela sans le moindre esprit de justice.  
Quant à Napoléon III, il ne paraît pas avoir l'instinct d'un conquérant ; ce n'est pas un militaire, et dans une grande guerre, fût-elle heureuse ou malheureuse, son prestige pâtirait devant celui d'un général heureux. Donc il n'a pas cherché à implanter la révolution dans d'autres États.  
En effet, le bonapartisme se distingue de la République en ce qu'il n'est pas tenu de faire de la propagande au dehors. C'est l'Angleterre qui, depuis un certain nombre d'années, s'efforce d'implanter la révolution dans d'autres États.  
Napoléon III visait certainement, dans l'intérêt de sa dynastie, à baser les institutions de la France sur un terrain mobile tel que celui de la Révolution, qu'il n'avait pu installer en France avant son avènement.  
Donc il n'y a pour nous ni danger ni déshonneur à entrer dans des rapports plus intimes avec Napoléon III ; je dirai même qu'il nous faut acquiescer à la réalité que nous nous laissons gagner plus, même si en dernier lieu nous voulons nous entendre avec d'autres que lui. C'est le seul moyen pour nous d'arrêter les visées ambitieuses de l'Autriche et d'empêcher l'accord qui se prépare entre la France et les États moyens de l'Allemagne. L'Angleterre commença à reconnaître l'utilité de notre alliance quand elle vint à craindre de nous voir passer du côté de la France.  
Il est à prévoir que l'intimité actuelle entre l'Angleterre et la France se renforcera dans un avenir plus ou moins lointain, et qu'alors naîtra, au milieu de la situation européenne si délicate, une alliance franco-anglaise. Notre devoir est de nous préparer pour cette éventualité, de ne pas négliger dans les négociations de la politique prussienne de 1858, de viser au rôle de médiateur pour éviter celui d'ennemi.  
En ce moment, nous avons à redouter les mauvais vouloir de l'Autriche et de l'Angleterre ; la première ne veut pas nous laisser gagner plus de prépondérance en Allemagne ; quant à l'Angleterre, elle voit avec jalouse le développement de notre industrie, de notre commerce et de notre marine.  
Mais quel que puisse être notre choix final au sujet des nouvelles alliances qui se forment en Europe, il est de notre intérêt de ne pas repousser les avances que nous fait en ce moment la France, et d'accepter l'amitié favorablement le plus tôt possible. Napoléon III de reconnaître Sa Majesté.  
Les États moyens de l'Allemagne n'auraient jamais aucune confiance en nous ; mais nous pouvons agir sur eux par la peur, quand ils auront senti les yeux de nos soldats ostentés de nos hommes relations avec la France.  
Donc, évitons à tout prix de froisser Napoléon III. Plus tard, notre intérêt exigera peut-être de laisser refroidir les rapports d'amitié avec la France, mais pour le moment, il est de notre plus grand soin que nous n'ayons rien de réservé à l'avenir.  
VON BISMARCK.

Je n'ai pu souffler à l'oreille le bon mot de Lafontaine :  
« Patience et longueur de temps  
Plus que force ni que âge »  
Il ne reste donc plus aux catholiques d'Alsace que de se résigner à la situation faite par le traité de 1871. C'est à regret que nous lisons dans le *Volkfreund* de Strasbourg, journal récemment fondé ; puis, la feuille hebdomadaire « le Volksfreund » qui s'imprime à Strasbourg. Ces deux feuilles sont entièrement rédigées en allemand. Mais à quel journal s'abonneront les catholiques d'Alsace qui ignorent la langue allemande ? Et ils sont encore nombreux. Et puis les rédacteurs de ces deux feuilles vont à chaque instant l'épée de Damoclès briller au-dessus de leur tête ; il faut les lire : avec quelle modération, avec quelle timidité ils parlent politique dans leurs colonnes ; ils se rappellent qu'autrefois quelqu'un a dit :  
« Est tempus laetandi et tempus loquendi ».  
Ils croient que le temps de se faire est arrivé pour eux. Franchement, la position d'un journaliste catholique est, à l'heure qu'il est, très précaire et très critique. En Alsace. Les quelques protestants d'Alsace et les employés immigrés ont des feuilles en masse, auxquelles on ne touche pas ; mais les catholiques ne peuvent ni ne veulent s'y abonner parce que journalièrement leurs croyances y sont attaquées et vilipendées. L'on peut donc dire que les catholiques n'ont plus d'organe, par lequel ils puissent donner libre cours à leurs sentiments, à leurs opinions.  
Il y en a qui prétendent que ce coup de foudre qui vient de sillonner notre ciel politique, jusqu'ici clair et sans nuages, est l'annonce d'un Kulturkampf, et que depuis les dernières élections des tendances vers la reprise des hostilités seraient fait jour dans certaines sphères du gouvernement. Nous n'en croyons rien, et l'ordonnance du maréchal, prise à la lettre, est loin de le faire supposer. Il est plutôt à supposer qu'une nouvelle période de germanisation à toute outrance va s'ouvrir pour l'Alsace-Lorraine ; et qu'on nous appliquera encore d'autres paragraphes de cette malheureuse loi de la dictature.

Le résultat, dit la *Germania*, qui désapprouve hautement cette mesure d'urgence, est que le gouvernement a cru devoir prendre, en attendant que l'on ait pu discuter, une loi de terreur par la parole. De quelle nature sera-t-elle ? Nous ne le dirons pas. Je m'en vais vous le dire : « Les Alsaciens, plus que jamais, retirèrent toute confiance au gouvernement du maréchal Manteuffel ; ce dernier n'a qu'à honorer ses malles et à s'en aller. Il a fait son temps. »  
J. L.

### NOUVELLES DU JOUR

Les élections sénatoriales  
Paris, 12 décembre. — On compte 25 députés républicains qui porteront leur candidature pour les élections du Sénat.  
La déclaration des droits  
Paris, 12 décembre. — L'Union parlementaire des droites a arrêté aujourd'hui les termes de la déclaration qu'elle fera au tribunal de la Seine, le 14 décembre, qui rappellera les causes en vertu desquelles les droits ont pu être votés.  
Le vote du budget  
Paris, 12 décembre. — Afin d'éviter les mauvais effets que produirait le vote des douzièmes provisoires, et pour continuer à dissimuler les mauvais état de nos finances, le gouvernement va prendre la mesure suivante :  
La Chambre interrompra la discussion du budget des dépenses pour arrêter immédiatement celle du budget des recettes et ce dernier pourrait être voté en trois séances et le Sénat, selon son habitude, la voterait en une seule.  
La session actuelle ne se prolongerait alors pas au-delà du 19 décembre.  
M. Tirard s'entendrait à s'occuper avec le président de la commission du budget.  
M. Grévy et les opportunistes  
Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

### LETTERES D'ALSACE

5 décembre 1884.  
Monsieur le Rédacteur,  
Vous attendez certes une lettre de votre correspondant sur les événements qui ont eu lieu en Alsace, dans ces derniers temps. Si je ne vous ai pas renseigné plus tôt, c'est que j'ai voulu attendre que le calme se fit dans les esprits.

En date du 24 novembre 1882, le même correspondant vous écrivait :  
Si Berlin avait envoyé le maréchal de Manteuffel plutôt qu'Alsace, j'aurais dit, après l'annexion, à la place du gouverneur, Mœhler, de triste mémoire, l'œuvre de germanisation aurait fait un pas de plus...  
Je demandais les catholiques d'Alsace à la nouvelle patrie ? Peu de chose ; ce que l'Église demande surtout : au moins la liberté, le droit commun à tous.  
Or, justes deux ans après, par jour, le 24 novembre 1884, cette lettre est devenue un livre pour les catholiques, ce droit commun à tous, vient d'être enterré. Par un usage, auquel personne ne s'attendait, par un coup de sabre qui retentit encore douloureusement dans tout l'Alsace, M. de Manteuffel a supprimé et « l'Union d'Alsace-Lorraine », et « l'Echo de Schiltgheim », et « l'Altenblatt ». Voilà 18,000 abonnés d'Alsace-Lorraine privés de leur point quotidien, c'est-à-dire de ce qu'ils aiment, de ce qu'ils attendaient chaque jour.  
Le maréchal vient de tirer sur ses propres pigeons. C'est le cas de dire : Il a bien commencé, mais il a mal fini. Adieu les ovations, les bouquets, les discours, les sonneries, quand en roi et maître, il se promenait à travers les campagnes de l'Alsace, ces Paradises d'Allemagne...  
Après huit ans d'oppression, on commençait à le saluer comme un libérateur. Son œuvre de germanisation bien entreprise et conduite avec beaucoup de tact, cette œuvre tant rêvée par les Allemands, tant abhorrée par les Français, a eu, par cette triste manœuvre, du recul, elle est et restera lettre morte : c'est comme s'il n'avait rien fait.  
Nous voilà revenus au gouvernement Mœhler. Le soufflet que le maréchal vient de donner aux quatre cinquièmes de la population alsacienne, sera longtemps ressenti. Il s'en vendra aussi ! Il apprendra encore par expérience — qu'on peut bien par des coups de canon et des coups de sabre, s'annexer des cours d'eau, des terres, des villes, des forteresses et des forêts domaniales, mais des cœurs...  
En général, il n'est pas possible de faire abdiquer en quelques années à tout un pays ses sentiments nationaux, et vouloir le faire en battant la presse est de nos jours le comble de l'impéritie.  
Si, il y a une quinzaine de jours, j'avais en rang parmi les conseillers du maréchal, je lui

aurai soufflé à l'oreille le bon mot de Lafontaine :  
« Patience et longueur de temps  
Plus que force ni que âge »  
Il ne reste donc plus aux catholiques d'Alsace que de se résigner à la situation faite par le traité de 1871. C'est à regret que nous lisons dans le *Volkfreund* de Strasbourg, journal récemment fondé ; puis, la feuille hebdomadaire « le Volksfreund » qui s'imprime à Strasbourg. Ces deux feuilles sont entièrement rédigées en allemand. Mais à quel journal s'abonneront les catholiques d'Alsace qui ignorent la langue allemande ? Et ils sont encore nombreux. Et puis les rédacteurs de ces deux feuilles vont à chaque instant l'épée de Damoclès briller au-dessus de leur tête ; il faut les lire : avec quelle modération, avec quelle timidité ils parlent politique dans leurs colonnes ; ils se rappellent qu'autrefois quelqu'un a dit :  
« Est tempus laetandi et tempus loquendi ».  
Ils croient que le temps de se faire est arrivé pour eux. Franchement, la position d'un journaliste catholique est, à l'heure qu'il est, très précaire et très critique. En Alsace. Les quelques protestants d'Alsace et les employés immigrés ont des feuilles en masse, auxquelles on ne touche pas ; mais les catholiques ne peuvent ni ne veulent s'y abonner parce que journalièrement leurs croyances y sont attaquées et vilipendées. L'on peut donc dire que les catholiques n'ont plus d'organe, par lequel ils puissent donner libre cours à leurs sentiments, à leurs opinions.  
Il y en a qui prétendent que ce coup de foudre qui vient de sillonner notre ciel politique, jusqu'ici clair et sans nuages, est l'annonce d'un Kulturkampf, et que depuis les dernières élections des tendances vers la reprise des hostilités seraient fait jour dans certaines sphères du gouvernement. Nous n'en croyons rien, et l'ordonnance du maréchal, prise à la lettre, est loin de le faire supposer. Il est plutôt à supposer qu'une nouvelle période de germanisation à toute outrance va s'ouvrir pour l'Alsace-Lorraine ; et qu'on nous appliquera encore d'autres paragraphes de cette malheureuse loi de la dictature.

Le résultat, dit la *Germania*, qui désapprouve hautement cette mesure d'urgence, est que le gouvernement a cru devoir prendre, en attendant que l'on ait pu discuter, une loi de terreur par la parole. De quelle nature sera-t-elle ? Nous ne le dirons pas. Je m'en vais vous le dire : « Les Alsaciens, plus que jamais, retirèrent toute confiance au gouvernement du maréchal Manteuffel ; ce dernier n'a qu'à honorer ses malles et à s'en aller. Il a fait son temps. »  
J. L.

Le résultat, dit la *Germania*, qui désapprouve hautement cette mesure d'urgence, est que le gouvernement a cru devoir prendre, en attendant que l'on ait pu discuter, une loi de terreur par la parole. De quelle nature sera-t-elle ? Nous ne le dirons pas. Je m'en vais vous le dire : « Les Alsaciens, plus que jamais, retirèrent toute confiance au gouvernement du maréchal Manteuffel ; ce dernier n'a qu'à honorer ses malles et à s'en aller. Il a fait son temps. »  
J. L.

### NOUVELLES DU JOUR

Les élections sénatoriales  
Paris, 12 décembre. — On compte 25 députés républicains qui porteront leur candidature pour les élections du Sénat.  
La déclaration des droits  
Paris, 12 décembre. — L'Union parlementaire des droites a arrêté aujourd'hui les termes de la déclaration qu'elle fera au tribunal de la Seine, le 14 décembre, qui rappellera les causes en vertu desquelles les droits ont pu être votés.  
Le vote du budget  
Paris, 12 décembre. — Afin d'éviter les mauvais effets que produirait le vote des douzièmes provisoires, et pour continuer à dissimuler les mauvais état de nos finances, le gouvernement va prendre la mesure suivante :  
La Chambre interrompra la discussion du budget des dépenses pour arrêter immédiatement celle du budget des recettes et ce dernier pourrait être voté en trois séances et le Sénat, selon son habitude, la voterait en une seule.  
La session actuelle ne se prolongerait alors pas au-delà du 19 décembre.  
M. Tirard s'entendrait à s'occuper avec le président de la commission du budget.  
M. Grévy et les opportunistes  
Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

### NOUVELLES DU JOUR

Les élections sénatoriales  
Paris, 12 décembre. — On compte 25 députés républicains qui porteront leur candidature pour les élections du Sénat.  
La déclaration des droits  
Paris, 12 décembre. — L'Union parlementaire des droites a arrêté aujourd'hui les termes de la déclaration qu'elle fera au tribunal de la Seine, le 14 décembre, qui rappellera les causes en vertu desquelles les droits ont pu être votés.  
Le vote du budget  
Paris, 12 décembre. — Afin d'éviter les mauvais effets que produirait le vote des douzièmes provisoires, et pour continuer à dissimuler les mauvais état de nos finances, le gouvernement va prendre la mesure suivante :  
La Chambre interrompra la discussion du budget des dépenses pour arrêter immédiatement celle du budget des recettes et ce dernier pourrait être voté en trois séances et le Sénat, selon son habitude, la voterait en une seule.  
La session actuelle ne se prolongerait alors pas au-delà du 19 décembre.  
M. Tirard s'entendrait à s'occuper avec le président de la commission du budget.  
M. Grévy et les opportunistes  
Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

### NOUVELLES DU JOUR

Les élections sénatoriales  
Paris, 12 décembre. — On compte 25 députés républicains qui porteront leur candidature pour les élections du Sénat.  
La déclaration des droits  
Paris, 12 décembre. — L'Union parlementaire des droites a arrêté aujourd'hui les termes de la déclaration qu'elle fera au tribunal de la Seine, le 14 décembre, qui rappellera les causes en vertu desquelles les droits ont pu être votés.  
Le vote du budget  
Paris, 12 décembre. — Afin d'éviter les mauvais effets que produirait le vote des douzièmes provisoires, et pour continuer à dissimuler les mauvais état de nos finances, le gouvernement va prendre la mesure suivante :  
La Chambre interrompra la discussion du budget des dépenses pour arrêter immédiatement celle du budget des recettes et ce dernier pourrait être voté en trois séances et le Sénat, selon son habitude, la voterait en une seule.  
La session actuelle ne se prolongerait alors pas au-delà du 19 décembre.  
M. Tirard s'entendrait à s'occuper avec le président de la commission du budget.  
M. Grévy et les opportunistes  
Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

### NOUVELLES DU JOUR

Les élections sénatoriales  
Paris, 12 décembre. — On compte 25 députés républicains qui porteront leur candidature pour les élections du Sénat.  
La déclaration des droits  
Paris, 12 décembre. — L'Union parlementaire des droites a arrêté aujourd'hui les termes de la déclaration qu'elle fera au tribunal de la Seine, le 14 décembre, qui rappellera les causes en vertu desquelles les droits ont pu être votés.  
Le vote du budget  
Paris, 12 décembre. — Afin d'éviter les mauvais effets que produirait le vote des douzièmes provisoires, et pour continuer à dissimuler les mauvais état de nos finances, le gouvernement va prendre la mesure suivante :  
La Chambre interrompra la discussion du budget des dépenses pour arrêter immédiatement celle du budget des recettes et ce dernier pourrait être voté en trois séances et le Sénat, selon son habitude, la voterait en une seule.  
La session actuelle ne se prolongerait alors pas au-delà du 19 décembre.  
M. Tirard s'entendrait à s'occuper avec le président de la commission du budget.  
M. Grévy et les opportunistes  
Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

### NOUVELLES DU JOUR

Les élections sénatoriales  
Paris, 12 décembre. — On compte 25 députés républicains qui porteront leur candidature pour les élections du Sénat.  
La déclaration des droits  
Paris, 12 décembre. — L'Union parlementaire des droites a arrêté aujourd'hui les termes de la déclaration qu'elle fera au tribunal de la Seine, le 14 décembre, qui rappellera les causes en vertu desquelles les droits ont pu être votés.  
Le vote du budget  
Paris, 12 décembre. — Afin d'éviter les mauvais effets que produirait le vote des douzièmes provisoires, et pour continuer à dissimuler les mauvais état de nos finances, le gouvernement va prendre la mesure suivante :  
La Chambre interrompra la discussion du budget des dépenses pour arrêter immédiatement celle du budget des recettes et ce dernier pourrait être voté en trois séances et le Sénat, selon son habitude, la voterait en une seule.  
La session actuelle ne se prolongerait alors pas au-delà du 19 décembre.  
M. Tirard s'entendrait à s'occuper avec le président de la commission du budget.  
M. Grévy et les opportunistes  
Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

### NOUVELLES DU JOUR

Les élections sénatoriales  
Paris, 12 décembre. — On compte 25 députés républicains qui porteront leur candidature pour les élections du Sénat.  
La déclaration des droits  
Paris, 12 décembre. — L'Union parlementaire des droites a arrêté aujourd'hui les termes de la déclaration qu'elle fera au tribunal de la Seine, le 14 décembre, qui rappellera les causes en vertu desquelles les droits ont pu être votés.  
Le vote du budget  
Paris, 12 décembre. — Afin d'éviter les mauvais effets que produirait le vote des douzièmes provisoires, et pour continuer à dissimuler les mauvais état de nos finances, le gouvernement va prendre la mesure suivante :  
La Chambre interrompra la discussion du budget des dépenses pour arrêter immédiatement celle du budget des recettes et ce dernier pourrait être voté en trois séances et le Sénat, selon son habitude, la voterait en une seule.  
La session actuelle ne se prolongerait alors pas au-delà du 19 décembre.  
M. Tirard s'entendrait à s'occuper avec le président de la commission du budget.  
M. Grévy et les opportunistes  
Paris, 12 décembre. — Les journaux de M. Ferry dirigent des critiques aussi vives que fondées contre M. Grévy et ses amis, et les journaux opportunistes ne signalent aucun pas de cette nouvelle preuve des désaccords persistants entre les divers fractions du parti républicain, si nous ne savions de bonne source que ces articles sont le point de départ d'une campagne très sérieuse qui sera poursuivie par les opportunistes, et dont le but est d'empêcher la réélection du président de la République.

### SÉNAT

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL.)  
Séance du jeudi 11 décembre 1884.  
Présidence de M. LE ROTER.  
La séance est ouverte à 2 heures.  
L'ordre du jour appelle la discussion des crédits du Tonkin.  
M. l'amiral Jaurès fait l'éloge du Tonkin, dont la population est de 12 millions d'habitants, tous très laborieux. Le terrain est fertile ; il renferme de grandes richesses minières et forestières, etc. L'ordonne dit que des fautes ont pu être commises, mais qu'il s'en produit dans toutes les entreprises ; adeste, ajoute M. l'amiral Jaurès, le drapeau français est en jeu ; oublions le passé.  
L'orateur demande de voter les crédits pour ajourner de l'autorité à ceux qui parlent au nom de la France.  
M. le duc de Broglie répond que la discussion des richesses du Tonkin est un mois prématurée, et qu'il ne faut pas faire de romans. Il dit qu'on doit s'occuper de la demande des crédits.  
L'orateur ajoute que ses amis et lui n'ont jamais refusé d'oublier les fautes commises, lorsque le drapeau était en jeu, et pas plus tard que l'année dernière, ils les ont votés. Mais ils avaient conservé de la méfiance ; cette méfiance est aujourd'hui justifiée.  
M. de Broglie fait l'historique des événements antérieurs, notamment du traité Bourée ; il s'étonne qu'on l'ait déchoir, même avant de le lire ; il n'en a pas été ainsi pour le traité Fournier.  
Il dit que, dans les négociations qui ont suivi pour l'interprétation du traité, on s'est entendu par gestes. Ce n'a pas été un dialogue, mais une pantomime (Rires).  
L'orateur rappelle ensuite les faits relatifs à l'exécution du traité Fournier. Le commandant Fournier a été un brave soldat, mais non en diplomate ; par conséquent, il appartient au gouvernement de compléter ce que le négociateur primitif avait fait.  
Toute la responsabilité des événements qui se sont succédés au Tonkin depuis le traité Fournier incombe au cabinet, et non au président du conseil.  
L'orateur critique les exigences du gouvernement, lequel a posé des conditions exagérées comme réparation des événements de Bac-Lé. Donc, dit-il, tout le sang versé, tout l'argent dépensé ont été en pure perte.  
(Très-bien ! très-bien ! à droite.)  
Maintenant, en sommes-nous ? M. le président du conseil a dit tout d'abord, dans la commission de la Chambre, que le pacte était possible dans certaines conditions ; puis, dans la discussion qui a eu lieu devant la Chambre, il a donné connaissance de certaines conditions posées par la Chine et qui ont paru tellement extravagantes qu'on n'a pu en entendre la lecture jusqu'au bout et qu'on en a contesté l'authenticité.  
Pour moi, je n'ai pu douter de l'authenticité de ces pièces, car elles condamnent la politique du gouvernement, puisqu'après les prétendus mesu-